

Pour sa part, le Canada s'est engagé à atteindre son objectif de 0,5 p. 100 du PNB [produit national brut] d'ici 1985. Nous allons tenter de porter ce pourcentage à 0,7 p. 100 d'ici 1990. Malgré les difficultés économiques nationales, le montant de l'aide du Canada continue d'augmenter en termes réels.

L'an dernier, nous avons versé 1,3 milliard de dollars d'aide aux pays en développement. Plus de la moitié de cette aide n'était pas liée. Un tiers du programme a été consacré à l'aide multilatérale, plus de 70 p. 100 revenant aux pays les moins avancés.

Pour ce qui est de l'Afrique, l'aide bilatérale consentie s'est chiffrée à 340 millions de dollars, presque la moitié du montant total de l'aide bilatérale du Canada. Aux fins de comparaison, nos importations et nos exportations se sont chiffrées à 1,2 et 1,5 milliard de dollars respectivement. Il est à espérer que ces deux chiffres iront croissant, car il n'est pas facile d'accroître le montant de l'aide lorsque le taux de chômage est à la hausse au Canada et que notre capacité de production est largement inutilisée. Je puis vous assurer que nous allons persévérer, mais ceux qui appuient la coopération en matière de développement ont besoin de tout l'encouragement possible.

Je souligne que nous avons en Afrique 22 missions diplomatiques, une bonne moitié ayant été ouvertes au cours des 15 dernières années. Nous avons été au nombre des premiers pays à appuyer la création du Fonds africain de développement et nous avons adhéré à la Banque africaine de développement en qualité de membre non régional. Nous avons intensifié nos relations avec les nations du continent et élargi notre collaboration à bon nombre de domaines.

Outre le Dialogue Nord-Sud, il y a le système multilatéral dans son ensemble. Il ne fait pas de doute que des pays comme le Nigeria et le Canada ont tout intérêt à ce que les réseaux commerciaux et le système des paiements fonctionnent et évoluent de façon stable et efficace. Nous avons aussi intérêt à rechercher la justice et la sécurité internationale.

Malheureusement, en période de troubles, on tend à s'en remettre aux instruments de coopération internationale et à croire que les Nations Unies, les institutions économiques internationales et les organismes spécialisés s'acquitteront de leurs responsabilités et nous laisseront toute liberté pour nous occuper de problèmes immédiats et pressants. Cette attitude est parfois exacerbée par le sentiment qu'un pays peut difficilement influencer sur le cours des événements. Certains pays peuvent même être tentés de se replier sur eux-mêmes et de se désintéresser des instruments de coopération.

Une telle indifférence est à rejeter car, après tout, ce qui compte et ce qui peut contribuer à transformer le monde au cours de cette décennie et par la suite, c'est surtout notre apport aux relations internationales. Ce qui implique certains sacrifices. Cet apport suppose de la patience et de la persévérance. Pour obtenir des résultats positifs, il faut faire preuve de la même tolérance, de la même compréhension et de l'esprit de conciliation indispensables à la conduite de nos affaires nationales. Aucun pays ne peut aspirer à modeler le monde à son image. Malgré leurs immenses ressources et leurs potentialités, le Nigeria et le Canada ne peuvent se soustraire à l'obligation de soutenir les institutions internationales qui nous permettent d'œuvrer ensemble et de travailler à leur consolidation. Il y va de notre intérêt national.